

CHAMONIX

S'ENGAGE !

Retour sur le Conseil municipal du 14 octobre 2025

Lors de la dernière séance du Conseil municipal, notre groupe *Chamonix s'engage !* est intervenu sur plusieurs points majeurs à l'ordre du jour.

1. Homologation des tarifs de la Compagnie du Mont-Blanc (CMB)

Nous avons souhaité obtenir des éclaircissements sur plusieurs aspects économiques et de gouvernance, notamment :

- L'évolution du **prix moyen des forfaits** sur les 5 à 10 dernières années.
- Le suivi du projet de « **Centre d'interprétation des glaciers** », annoncé depuis plusieurs saisons.
- La **date de communication** aux partenaires des tarifs soumis à homologation du conseil ce jour.
- Les **raisons de l'augmentation exceptionnelle de +80 %** de la valeur boursière de l'action CMB sur l'exercice 2025.
- Les **objectifs d'évolution du chiffre d'affaires** (150 M€ en 2024, pour un résultat net d'environ 20 M€) au regard d'une hausse moyenne de 4 % des tarifs des billets.
- Enfin, la **faible progression de la masse salariale (+1 %)**, qui contraste avec la croissance des recettes : nous avons interrogé la CMB sur la possibilité de faire plus. Sous entendant, accorder une part plus significative aux salaires, engagé des recrutements complémentaires, qui permettraient d'améliorer, les périodes d'ouverture des installations, ou encore l'amplitude horaire, mais aussi de compléter l'étendue des services rendus aux habitants permanents.
- Des précisions sur les périodes pendant lesquelles les réductions qu'offre la carte via cham sont effectives.

Faute de réponses suffisantes et convaincantes, **nous nous sommes abstenus** d'homologuer les tarifs proposés.

2. Résiliation du bail emphytéotique administratif – Gare des Glaciers

Concernant la proposition de résiliation anticipée du bail emphytéotique administratif portant sur les locaux de la **Gare des Glaciers**, nous avons exprimé de fortes réserves quant à la méthode employée.

Nous avons demandé au rapporteur, M. J. Chihi :

- Quel **projet concret** justifie la résiliation contentieuse (objectifs, calendrier, coûts) ?
- Si une **démarche amiable** avait réellement été engagée avant d'envisager la procédure judiciaire ?
- Pourquoi ne pas **respecter l'esprit de la signature initiale** du conseil, présidé à l'époque par Michel Charlet, en cherchant une solution négociée ?
- Enfin, compte tenu du **risque contentieux élevé**, pourquoi ne pas reporter la délibération à l'issue d'une véritable tentative de dialogue ?

Les éléments en notre possession démontrent que le **preneur s'est montré ouvert à une résolution amiable**, ce qui rend d'autant plus regrettable la précipitation observée.

Entre nous, nous avons imaginé les éventuelles **conséquences pour la MJC**, actuellement installée dans ce même bâtiment : après les perturbations qu'elle a connues en début d'année, cette résiliation pourrait préfigurer d'une décision similaire concernant ses locaux et pourrait fragiliser une structure essentielle à la vie associative locale.

Nous avons conscience de l'écart entre les **attentes réelles des habitants** et le **projet porté par la majorité défini par** un cabinet extérieur à la vallée : l'impatience n'est pas celle des Chamoniards, mais semble surtout venir de la majorité municipale.

En l'absence de concertation préalable et face à une procédure qui privilégie la contrainte au dialogue, **nous avons voté contre** cette résiliation contentieuse.

Souplesse, écoute et transparence : voilà les principes que nous continuerons de défendre pour Chamonix.

#ChamonixsEngage #ConseilMunicipal #VieLocale